



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

11 Mars 2010

11 مارس 2010

CCDH

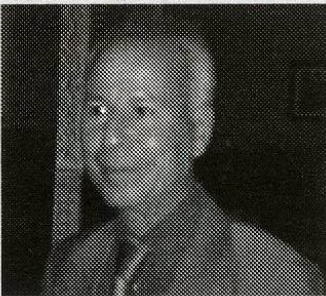
Le chantier de la mémoire

Mustapha Iznasni, membre du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH), a souligné, mardi, que l'un des chantiers les plus importants ouvert actuellement par le Conseil concerne la mémoire, les archives et l'histoire récente du Maroc. Ce chantier vise le renforcement du droit de savoir, à travers la préservation des archives de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) et du CCDH, et l'organisation de leur ouverture au public, a précisé M. Iznasni, qui intervenait au nom du CCDH, lors du dialogue interactif sur «le droit à la vérité», organisé au Palais des Nations à Genève dans le cadre de la 13e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Ledit chantier ambitionne également d'améliorer l'accès à l'information, réorga-

niser et moderniser des archives nationales, encourager la recherche sur la période historique objet du mandat de l'IER et soutenir les différents programmes relatifs à la préservation de la mémoire, a-t-il ajouté. Il a rappelé que dans le cadre de sa mission de promotion et de protection des droits de l'homme, le CCDH avait recommandé la création de l'IER ayant, entre autres missions, d'établir et de divulguer la vérité sur les violations graves des droits de l'homme perpétrés dans le passé. Les activités de cette Instance qui ont permis d'élucider des centaines de cas de personnes dont le sort était inconnu, ont également concerné l'analyse des contextes politiques, juridiques, économiques et sociaux dans lesquels ont été perpétrées les violations... ■

Mémoire

► Le CCDH et le droit de savoir



Mustapha Iznasni, membre du CCDH, a souligné que l'un des chantiers les plus importants ouvert actuellement par le Conseil concerne la mémoire, les archives et l'histoire récente du Maroc. Ce chantier vise le renforcement du droit de savoir, à travers la préservation des archives de l'IER et du CCDH, et l'organisation de leur ouverture au public. Iznasni intervenait lors du dialogue interactif sur «Le droit à la vérité», organisé à Genève dans le cadre de la 13e session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Ledit chantier ambitionne également d'améliorer l'accès à l'information, réorganiser et moderniser des archives nationales.

Revue de Presse du Conseil co

CCDH-GTDFI

Herzenni salue la mission menée au Maroc

Publié le : 10.03.2010 | 07h07

Le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), Ahmed Herzenni, a salué, mardi à Genève, la mission noble menée au Maroc, en juin dernier, par le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires (GTDFI), au terme de laquelle il a publié un rapport où il «a salué le travail accompli par l'Instance équité et réconciliation (IER)» et souligné que «cette expérience devrait servir de modèle à d'autres Etats».

S'exprimant lors du dialogue interactif qui a suivi la présentation par le président du GTDFI de ce rapport, dans le cadre de la 13e session du Conseil des droits de l'Homme (CDH) de l'Onu, M. Herzenni a encouragé cette procédure spéciale à poursuivre ses efforts et sa coopération à travers l'initiation d'autres visites dans le Continent africain et dans la région Mena.

Le CCDH a étudié avec beaucoup d'attention le rapport préliminaire du GTDFI et lui a fait part non seulement de ses observations et commentaires mais aussi et surtout de ses compléments d'information sur l'étendue du processus de mise en œuvre des recommandations de l'IER, a ajouté le président du CCDH.

Un rapport écrit résumant le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'IER, a également été soumis aux soins du groupe de travail et se proposait d'apporter les éclaircissements nécessaires sur l'état d'avancement de tous les chantiers résultant de la dynamique lancée par l'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle, a-t-il poursuivi.

M. Herzenni a exprimé le vif souhait de voir le Groupe de travail s'y référer afin d'y puiser les éléments dont il a besoin pour compléter son rapport et apprécier à sa juste valeur l'effort accompli pour la mise en œuvre des recommandations de l'IER.

Dans son intervention, le président du CCDH a, également, salué la coopération exemplaire des autorités marocaines avec le GTDFI et les efforts constructifs des deux parties qui ont, a-t-il dit, rendu possible la clarification de près de 80% des cas de disparitions présumés qui ont été soumis au Maroc par le groupe.

Le CCDH ne cesse d'encourager le gouvernement marocain à poursuivre le processus de coopération étroite avec le GTDFI afin de clarifier les cas en suspens et l'invite également à élargir sa coopération à d'autres procédures spéciales, ainsi qu'à continuer d'adhérer aux nouveaux instruments internationaux des droits de l'Homme, notamment à travers la ratification de la Convention contre les disparitions forcées et le Protocole facultatif à la Convention contre la Torture, a-t-il indiqué.

Il a, d'autre part, fait savoir que conformément à ses attributions, et en tant que mécanisme chargé d'assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'IER, le CCDH a élaboré un memorandum comportant des propositions relatives au renforcement des garanties

constitutionnelles de l'indépendance de la magistrature, ainsi qu'une étude sur l'harmonisation du projet de Code pénal avec les normes internationales des droits de l'Homme, précisant qu'une autre étude sur l'harmonisation du Code de procédure pénale est en cours.

Il a, également, indiqué qu'un projet de mémorandum en matière de bonne gouvernance sécuritaire est actuellement en cours de préparation, un projet qui, a-t-il précisé, lie la bonne gouvernance sécuritaire aux autres chantiers de réforme, notamment la réforme de la justice, la révision du corpus pénal et la mise en oeuvre de programmes de formation continue destinés aux responsables chargés de l'application de la loi.

M. Herzenni a, enfin, réaffirmé l'engagement du CCDH à œuvrer activement pour assurer le suivi et le monitoring de la mise en oeuvre non seulement des recommandations émanant du GTDFI, mais aussi de celles formulées par les différents mécanismes des Nations unies, dont notamment les organes des traités.

Par MAP

M. Herzenni salue la mission menée par le GTDFI au Maroc

09/03/2010 17:41:55 [redaction](#)

Genève, 09/03/10 - Le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni, a salué, mardi à Genève, la mission noble menée au Maroc, en juin dernier, par le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires (GTDFI), au terme de laquelle il a publié un rapport où il "a salué le travail accompli par l'Instance équité et réconciliation (IER)" et souligné que "cette expérience devrait servir de modèle à d'autres Etats"

S'exprimant lors du dialogue interactif qui a suivi la présentation par le président du GTDFI de ce rapport, dans le cadre de la 13^e session du Conseil des droits de l'Homme (CDH) de l'ONU, M. Herzenni a encouragé cette procédure spéciale à poursuivre ses efforts et sa coopération à travers l'initiation d'autres visites dans le continent africain et dans la région MENA.

Le CCDH a étudié avec beaucoup d'attention le rapport préliminaire du GTDFI et lui a fait part non seulement de ses observations et commentaires mais aussi et surtout de ses compléments d'information sur l'étendue du processus de mise en oeuvre des recommandations de l'IER, a ajouté le président du CCDH.

Un rapport écrit résumant le suivi de la mise en oeuvre des recommandations de l'IER, a également été soumis aux soins du groupe de travail et se proposait d'apporter les éclaircissements nécessaires sur l'état d'avancement de tous les chantiers résultant de la dynamique lancée par l'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle, a-t-il poursuivi.

M. Herzenni a exprimé le vif souhait de voir le Groupe de travail s'y référer afin d'y puiser les éléments dont il a besoin pour compléter son rapport et apprécier à sa juste valeur l'effort accompli pour la mise en œuvre des recommandations de l'IER.

Dans son intervention, le président du CCDH a également salué la coopération exemplaire des autorités marocaines avec le GTDFI et les efforts constructifs des deux parties qui ont, a-t-il dit, rendu possible la clarification de près de 80 pc des cas de disparitions présumés qui ont été soumis au Maroc par le groupe.

Le CCDH ne cesse d'encourager le gouvernement marocain à poursuivre le processus de coopération étroite avec le GTDFI afin de clarifier les cas en suspens et l'invite également à élargir sa coopération à d'autres procédures spéciales, ainsi qu'à continuer d'adhérer aux nouveaux instruments internationaux des droits de l'Homme, notamment à travers la ratification de la Convention contre les disparitions forcées et le Protocole facultatif à la Convention contre la Torture, a-t-il indiqué.

MAP

حرزني يدعو الانفصاليين إلى الكف عن استغلال الخطاب الإنساني من أجل تطلعات مشبوهة

دعا رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان السيد أحمد حرزني يوم الإثنين بجنيف، انفصاليي "البوليساريو" إلى الكف عن استغلال الخطاب الإنساني لخدمة مصالح سياسية وتطلعات مشبوهة ومريبة.

وقال حرزني، مخاطبا انفصالية سألته حول حقوق الإنسان في الأقاليم الجنوبية خلال لقاء نظم بقصر الأمم، "كفوا عن استغلال خطاب يتعين، أخلاقيا، أن يسمو فوق كافة أشكال الاستغلال، لأن الأمر يتعلق بحقوق الإنسان وليس بمصالح سياسية صغرى وتطلعات مشبوهة ومريبة". وأضاف رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أنه "من الواضح أن هذه المرأة لا تتحدث باسمها الخاص، بل باسم مجموعة بكاملها، وتحديدًا باسم مجموعة تدعى البوليساريو. لقد أرادت أن تخرجني، لكنها في الواقع أسرتني، لأنني، رغم أن هذا اللقاء ليس مخصصا للاختفاءات القسرية، أقول لها إنه عندما يدعي أناس بأن المغرب يحتل الصحراء، فإنهم يكشفون في الحقيقة، دون أن يكونوا على وعي بذلك، عن أنهم غير مقتنعين بذلك". وخاطب حرزني الانفصالية بقولها "لو كان المغرب بلدا محتلا، فهل يجب أن يطلب منه احترام حقوق الإنسان. هل نحن، عندما كنا نقاوم فرنسا، كنا نطلب منها احترام حقوق الإنسان. لقد كنا نطالبها بالرحيل، مضيفا أن "كونها (الانفصالية) وزملاءها يستعملون حاليا خطاب حقوق الإنسان هذا، فذلك يدل على أنهم لا يؤمنون بما يحاولون الترويج له في الخارج عندما يقولون إن المغرب بلد يحتل أرضا أجنبية".

وذكرها حرزني بأنه التحق بالكلية في الوقت نفسه الذي التحق بها المؤسس الرئيسي لـ "البوليساريو"، أي مصطفى الوالي. وقال "لقد كنا منخرطين في نفس الحركة" التي لم تكن تعمل من أجل تقسيم المغرب، بل من أجل جعله دولة ديمقراطية. وهذه هي الرسالة نفسها التي أوجهها اليوم إلى أصدقائي في تندوف وفي غيرها. فإذا كان ما يزال لديهم حقا بعض الاستقلالية والقدرة على العمل بشكل مستقل، فليأتوا وليلتحقوا بمعركة المغاربة من أجل الديمقراطية ومن أجل حقوق الإنسان".

وكان حرزني ينشط لقاء نظمه المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بشراكة مع المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان حول "جبر الضرر الجماعي في سياق العدالة الانتقالية" على هامش الدورة الـ 13 لمجلس حقوق الإنسان.

10.03.2010

Provinces du Sud Cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire

Le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), Ahmed Herzenni, a appelé, lundi à Genève, les séparatistes du polsario à cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire pour servir des intérêts politiques et des ambitions douteuses et suspectes.

«Cessez d'instrumentaliser un discours qui, éthiquement, devrait être au dessus de toutes les instrumentalisations parce qu'il s'agit de droits humains et non pas de petits intérêts politiques et d'ambitions plus ou moins douteuses et suspectes», a affirmé M. Herzenni à l'adresse d'une séparatiste qui l'a interpellé sur les droits de l'Homme dans les provinces du Sud, lors d'un panel, organisé au Plais des Nations.

«Cette dame ne parle, manifestement, pas pour elle-même, mais pour tout un groupe et pour ne pas le nommer, elle parle pour un groupe qui s'appelle le polsario. Elle a voulu me gêner, mais en fait elle m'a fait beaucoup de plaisir parce que nonobstant le fait que ce panel ne soit pas consacré aux disparitions forcées, je lui dis que quand des gens par ailleurs prétendent que le Maroc occupe le Sahara, ils révèlent en fait, sans en être conscients, qu'ils n'en sont pas convaincus», a indiqué le président du CCDH.

«Si le Maroc était un pays occupant, est ce qu'il faudrait lui demander de respecter les droits humains. Est ce que nous, quand nous combattions la France, nous lui demandions de respecter les droits humains, nous lui demandions de partir», a fait observer M. Herzenni à l'adresse de cette

séparatiste, ajoutant que «le fait même qu'elle et ses collègues utilisent maintenant ce discours des droits humains, prouve qu'ils ne croient pas à ce qu'ils essaient de vendre à l'extérieur quand ils disent que le Maroc est un pays qui occupe un territoire étranger».

M. Herzenni lui a rappelé qu'il a intégré la faculté en même temps que le principal fondateur du polsario, en l'occurrence Mostapha El Ouali. «Nous étions dans le même mouvement» qui n'œuvrait pas pour «diviser le Maroc, mais pour en faire un Etat démocratique. Et c'est le même message que je renvoie aujourd'hui à mes amis de Tindouf et d'ailleurs. Si réellement il leur reste un peu d'autonomie et une capacité d'action de manière indépendante qu'ils viennent rejoindre le combat des Marocains pour la démocratie et pour les droits humains», a lancé le président du CCDH.

M. Herzenni animait un panel organisé par le CCDH, en partenariat avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, sur «La réparation communautaire dans le contexte de la justice transitionnelle», en marge de la 13e session du Conseil des droits de l'Homme.

rasd-polisario

mercredi 10 mars 2010

[Provinces du Sud Cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire](#)

Le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), Ahmed Herzenni, a appelé, lundi à Genève, les séparatistes du polisario à cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire pour servir des intérêts politiques et des ambitions douteuses et suspectes.

«Cessez d'instrumentaliser un discours qui, éthiquement, devrait être au dessus de toutes les instrumentalisation parce qu'il s'agit de droits humains et non pas de petits intérêts politiques et d'ambitions plus ou moins douteuses et suspectes», a affirmé M. Herzenni à l'adresse d'une séparatiste qui l'a interpellé sur les droits de l'Homme dans les provinces du Sud, lors d'un panel, organisé au Plais des Nations.

«Cette dame ne parle, manifestement, pas pour elle-même, mais pour tout un groupe et pour ne pas le nommer, elle parle pour un groupe qui s'appelle le polisario. Elle a voulu me gêner, mais en fait elle m'a fait beaucoup de plaisir parce que nonobstant le fait que ce panel ne soit pas consacré aux disparitions forcées, je lui dis que quand des gens par ailleurs prétendent que le Maroc occupe le Sahara, ils révèlent en fait, sans en être conscients, qu'ils n'en sont pas convaincus», a indiqué le président du CCDH.

«Si le Maroc était un pays occupant, est ce qu'il faudrait lui demander de respecter les droits humains. Est ce que nous, quand nous combattions la France, nous lui demandions de respecter les droits humains, nous lui demandions de partir», a fait observer M. Herzenni à l'adresse de cette séparatiste, ajoutant que «le fait même qu'elle et ses collègues utilisent maintenant ce discours des droits humains, prouve qu'ils ne croient pas à ce qu'ils essaient de vendre à l'extérieur quand ils disent que le Maroc est un pays qui occupe un territoire étranger».

M. Herzenni lui a rappelé qu'il a intégré la faculté en même temps que le principal fondateur du polisario, en l'occurrence Mostapha El Ouali. «Nous étions dans le même mouvement» qui n'œuvrait pas pour «diviser le Maroc, mais pour en faire un Etat démocratique. Et c'est le même message que je renvoie aujourd'hui à mes amis de Tindouf et d'ailleurs. Si réellement il leur reste un peu d'autonomie et une capacité d'action de manière indépendante qu'ils viennent rejoindre le combat des Marocains pour la démocratie et pour les droits humains», a lancé le président du CCDH.

M. Herzenni animait un panel organisé par le CCDH, en partenariat avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, sur «La réparation communautaire dans le contexte de la justice transitionnelle», en marge de la 13e session du Conseil des droits de l'Homme.

سؤال يجيب عنه خير إسباني في القانون

هل يتقدم المغرب في مجال حقوق الإنسان؟

أكد رجل القانون الإسباني، فيرناندو أوليبيان لوبيث، أن المغرب الذي يتقدم بخطى ثابتة في مجال تعزيز حقوق الإنسان، جعل من النهوض بالحقوق الأساسية ورشا مفتوحا غير منحصر في الزمان. وشدد أوليبيان لوبيث وهو أيضا الأمين العام للمنتدى الإسباني المغربي لرجال القانون عن الجانب الإسباني في تصريح إعلامي على هامش الاجتماع الذي عقده المنتدى بقرنطاة (الاندلس) بمناسبة احتفاد القمة الأولى للاتحاد الأوروبي المغرب، على أن هناك تقدما ملحوظا حققه المغرب خلال العقدتين الماضيتين في مجال احترام الحريات الأساسية وإرساء ثقافة حقوق الإنسان. وأشار أستاذ القانون الدستوري في هذا الصدد إلى إحداث المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وهيئة الإنصاف والمصالحة التي اضطلعت بنور هام في مجال مصالحة المغرب مع ماضيه وبناء مستقبل أفضل. وفي هذا الإطار، أبرز الأمين العام للمنتدى المغربي الإسباني رجال القانون علاقات التعاون المتقاربة التي تجمع بين المغرب وإسبانيا في المجال القانوني، مشددا على أهمية هذا المنتدى في تحقيق التقارب بين البلدين.

ومن جانبه أبرز عبد الكبير طيب وهو أيضا الأمين العام للمنتدى الإسباني المغربي لرجال القانون عن الجانب المغربي أن اجتماع قرنطاة يشكل مرحلة جديدة في مجالات التعاون القضائي وحقوق الإنسان بين المغرب وإسبانيا وذلك من أجل تحقيق تقارب أكبر بين البلدين في هذه الميادين.



وأشار إلى أن هذا المنتدى من شأنه تشجيع التفكير والنقاش حول سبل تحقيق التقارب بين النظام القضائي المغربي ونظيره الإسباني وذلك للاستجابة أحسن لمتطلبات نظام الوضع المتقدم الذي منحه الاتحاد الأوروبي للمملكة. وقد تناولت أشغال اجتماع المنتدى الإسباني المغربي لرجال القانون المنظم بقرنطاة قضايا تتعلق بالخصوص بدعم التقارب والملاءمة القانونية والتشريعية بين البلدين، وذلك بمشاركة العديد من المحامين والأساتذة الجامعيين والخبراء القانونيين والقضاة من بينهم نزهة الحراق قاضي الربيط بين المغرب وإسبانيا. ومن بين أهداف هذا المنتدى المساهمة في أنماج الهيئات القانونية في نظام يكفل المصلحة العامة وحقوق الإنسان والطابع الفردي للأشخاص وثقافتهم مع تقديم الدعم الصريح للهيئات الدولية التي تعنى بقضايا التعايش والكرامة والتسامح الكوني في منطقة حوض البحر الأبيض المتوسط. وكانت مدينة طنجة قد احتضنت خلال الفترة الممتدة من 19 إلى 21 يونيو الماضي أشغال المنتدى السادس الإسباني المغربي لرجال القانون تحت شعار «طنجة: العاصمة المتوسطية للقانون»، فيما انعقدت الدورة السابقة سنة 2008 بمدينة سرقسطة (شمال إسبانيا) جعلت من أبرز رهاناتها تعزيز العمل الذي يقوم به المنتدى كإطار للتعاون الحقوقي الأشمل على صعيد ضفتي حوض البحر الأبيض المتوسط.

Revue de Presse du Conseil con

رجل قانون إسباني: المغرب يتقدم بخطى ثابتة في مجال تعزيز حقوق الانسان

أجل تحقيق تقارب أكبر بين البلدين في هذه الميادين. وأشار إلى أن هذا المنتدى من شأنه تشجيع التفكير والنقاش حول سبل تحقيق التقارب بين النظام القضائي المغربي ونظيره الإسباني وذلك للاستجابة أحسن لمتطلبات نظام الوضع المتقدم الذي منحه الاتحاد الأوروبي للمملكة. وقد تناولت أشغال اجتماع المنتدى الإسباني المغربي لرجال القانون المنظم بغرناطة قضايا تتعلق بالخصوص بدعم التقارب والملاءمة القانونية والتشريعية بين البلدين، وذلك بمشاركة العديد من المحامين والأساتذة الجامعيين والخبراء القانونيين والقضاة من بينهم السيدة نزهة الحراق قاضي الربط بين المغرب وإسبانيا. ومن بين أهداف هذا المنتدى المساهمة في اندماج الهيئات القانونية في نظام يكفل المصلحة العامة وحقوق الانسان والطابع الفردي للأشخاص وثقافتهم مع تقديم الدعم الصريح للهيئات الدولية التي تعنى بقضايا التعايش والكرامة والتسامح الكوني في منطقة حوض البحر الابيض المتوسط. وكانت مدينة طنجة قد احتضنت خلال الفترة الممتدة من 19 إلى 21 يونيو الماضي أشغال المنتدى السادس الإسباني المغربي لرجال القانون تحت شعار "طنجة: العاصمة المتوسطية للقانون"، فيما انعقدت الدورة السابقة سنة 2008 بمدينة سرقسطة (شمال إسبانيا) جعلت من أبرز زهاناتها تعزيز العمل الذي يقوم به المنتدى كإطار للتعاون الحقوقي الأشمل على صعيد ضفتي حوض البحر الابيض المتوسط.

أكد رجل القانون الإسباني فيرناندو أوليبيان لوبيث أن المغرب الذي يتقدم بخطى ثابتة في مجال تعزيز حقوق الانسان، جعل من النهوض بالحقوق الأساسية ورشا مفتوحا غير منحصر في الزمان. وشدد أوليبيان لوبيث وهو أيضا الأمين العام للمنتدى الإسباني المغربي لرجال القانون عن الجانب الإسباني في تصريح لوكالة المغرب العربي للانباء على هامش الاجتماع الذي عقده المنتدى أمس بغرناطة (الاندلس) بمناسبة انعقاد القمة الأولى للاتحاد الأوروبي المغرب، على أن هناك تقدما ملحوظا حققه المغرب خلال العقدين الماضيين في مجال احترام الحريات الأساسية وإرساء ثقافة حقوق الإنسان.

وأشار أستاذ القانون الدستوري في هذا الصدد إلى إحداث المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وهيئة الإنصاف والمصالحة، التي اضطلعت بدور هام في مجال مصالحة المغرب مع ماضيه وبناء مستقبل أفضل. وفي هذا الإطار، أبرز الأمين العام للمنتدى المغربي الإسباني لرجال القانون علاقات التعاون الممتازة التي تجمع بين المغرب وإسبانيا في المجال القانوني، مشددا على أهمية هذا المنتدى في تحقيق التقارب بين البلدين. ومن جانبه أبرز عبد الكبير طبيع وهو أيضا الأمين العام للمنتدى الإسباني المغربي لرجال القانون عن الجانب المغربي أن اجتماع غرناطة يشكل مرحلة جديدة في مجالات التعاون القضائي وحقوق الإنسان بين المغرب وإسبانيا وذلك من

«عشية ذلك اليوم قدم رجال الأمن إلى منزلنا ليسألوا عن منصف، رجال من الإدارة العامة للأمن الوطني قدموا للسؤال عنه، رغم أنهم يعرفون أنه ضيف الحسن الثاني، أصابني القلق لأن سؤالهم يعني أن أمرا خطيرا قد حدث أو سيحدث، بدأت دقات قلبي تتزايد بسرعة كبيرة لم أعد أشعر معها بالراحة، وفجأة دق جرس المنزل، لقد كان منير الدكالي، كاتب الدولة في الشبيبة والرياضة آنذاك، ملطحا بالدماء ولوحده... هكذا تحدثت نجيبة السرداتي وهي تتذكر حادثة وفاة زوجها في محاولة الانقلاب الفاشلة لسنة 1971.

مولاي هشام يعترف بأن الأحداث غيرته بصورة جذرية جراح انقلاب الصخيرات التي لم تندمل بعد

المنصب «التذكاري الذي صممه المهندس المعماري أحمد وديع المعروزي، شقيق أحمد وفيق المعروزي، الذي قضى في ذلك اليوم أزيح الستار عن النصب الذي انتظرته العائلات منذ 40 سنة، ونقشت على تلك الرخامة العبارة التالية: «في يوم السبت 10 يوليوز 1971، وبمناسبة الحفل الذي أقامه صاحب الجلالة الملك المغفور له الحسن الثاني، قدس الله روحه، احتفاء بعيد الشباب، تعرض، أثناء المحاولة الانقلابية، ضيوف جلالته، مغاربة وأجانب، للإصابة بالرصاص، فسقط العديد منهم شهداء وجرحى. تخلد جمعية ضحايا انقلاب الصخيرات والمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، بهذه اللوحة التذكارية، المكتوبة بمداد من الخشوع والإجلال والإيمان، أرواح هؤلاء الشهداء...» بهذه الكلمات جاء تكريم 80 قتيلا من ضحايا انقلاب الصخيرات الذين تم التعرف عليهم. قبلت أسر الضحايا، ولو على مضض، الجمل التي جاءت في النصب بعد أن كانت قد اقترحت الصيغة التالية: «في يوم السبت 16 جمادى الأولى 1391، موافق

الرباط: سناء الزوين
لم يكسر صمت مقبرة الشهداء ذلك اليوم سوى آيات من الذكر الحكيم التي تلاها أحد المقرئين الموجودين في مقبرة الشهداء، فاقترابه من الميكرفون بجلبابه الأبيض أعطى انطلاقة بدء مراسيم رفع الستار عن النصب التذكاري لضحايا أحداث الصخيرات. «بدون إطناب، فهذا يوم مشهود نلتقي فيه لكي نطوي صفحة من أكثر الصفحات إيلاما في تاريخنا الحديث بعد قراءتها، وقررنا تأييد تلك المرحلة» يقول أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، بتأثر شديد. فبعدها كانت العائلات تطمح أن يشيد النصب في الذكرى الثلاثينية لمحاولة انقلاب الصخيرات 1971، حيث بعثت جمعية أسر ضحايا أحداث الصخيرات في 13 أكتوبر 2000 رسالة إلى الملك محمد السادس، تلتمس فيها إعطاء تعليماته بوضع نصب تذكاري تخليدا لأرواح شهداء الصخيرات بمناسبة الذكرى الثلاثينية لاستشهادهم، كان عليها انتظار 10 سنوات لترى رغبتها تصير حقيقة بتشديد

تحقيق بعض مطالب أسر الضحايا، كإعادة النظر في المعاشات، فالتعويضات الشهرية التي تتلقاها أسر الضحايا تتراوح ما بين 400 درهم و1600 درهم. «الأسر تعيش فقرا مدقعا، وبعض الأرامل يعملن في خدمة البيوت، فيما انقطع أبناؤهن عن الدراسة بعدما فقدوا عليهم في أحداث الصخيرات» تؤكد مرة أخرى نجيبة السدراتي، قبل أن تواصل: «نساء كن متزوجات من أعيان البلد،

أحداث الصخيرات، وقد ساهم في ارتياح الأسر، فهو دليل على عودة السيارة إلى طريقها بعد انحرافها عن مسارها» تقول نجيبة عمار السدراتي، رئيسة الجمعية.

مطالب لم تر النور

«العائلات كانت صبورة والأهم هو أننا وصلنا إلى هذا الإنجاز، ومن هذه النقطة سننطلق إلى أشياء أخرى»، يقول حرزني، خلال حفل إزاحة النصب التذكاري. فهذه النقطة ستكون بداية

الفوضى والاضطرابات، لكن الله رحيم بعباده المؤمنين، فله الحمد والشكر وبه نستعين».

قبول الجمعية بالصيغة الجديدة رافقته موافقتها على اتخاذ ركن من مدخل مقبرة الشهداء كمكان للنصب التذكاري، عوضا عن أحد الشوارع الرئيسية بالعاصمة، الذي ظل أعضاء الجمعية يطالبون بوضع النصب في مقدمته.

«النصب التذكاري جاء لجبر ضرر عائلات ضحايا

10 يوليوز 1971، أقدمت شردقة من العسكريين المتمردين وهاجمت القصر الملكي بالصخيرات يوم احتفاله بعيد الشباب «عيد ميلاد الملك الراحل الحسن الثاني»، حيث لبت الدعوة مجموعة من الضيوف، مغاربة وأجانب، فقوجي الجميع بذلك الاعتداء الشنيع الذي ذهب ضحيته مئات من الشهداء والجرحى والأبرياء، والذي وقى الله فيه الشعب المغربي من خطر السقوط في حالة من



Revue de Press

250 درهما، لأنني كنت لا أزال أتابع دراستي». لكن نجيبه أدركت منذ ذلك الوقت أنه يجب عليها الاعتناء بأطفالها لوحدها، رغم صعوبة الأمر، «إلى غاية اليوم، أمتنع نفسي من أن أقول لأبنائي: لو أن الموت لم يأخذنا منا لكنتم تنعمون بحياة أفضل، أتجنب الحديث عن الموضوع قدر الإمكان، الأمر الذي يهمني ويريحني هو أنهم يتذكرون حديثه وحسن تربيته، وهذا يكفيني».

وفي نهار صيفي دام، اختطف الموت هؤلاء الأزواج، فوجدت النسوة أنفسهن، بين ليلة وضحاها، دون معيل، كما تم اتخاذ قرارات في 3 مارس 1971 بإرجاع سيارات الدولة التي كانت تحت تصرف الضحايا، وإلحاق الخدم الذين يشتغلون بمنازل الضحايا بإداراتهم المركزية، وتحديد أجل من أجل إفراغ دور السكن التابعة للدولة.

كان الملك الحسن الثاني قد أمر عقب أحداث الصخيرات بإحداث لجنة، تضم كلا من وزارة الداخلية ووزارة الشؤون الإدارية ووزارة الشغل والتكوين المهني، لرعاية الضحايا وإحصاء أملاك وأموال المتمردين قصد مصادرتها

أطفال كبروا
وكبرت
معهم عقدة
عدم التمكّن
من قول
كلمة «بابا»

“

فلم يدر في خلدن ولو للحظة أن حضور أزواجهن احتفالات الملك الراحل بعيد ميلاده بقصر الصخيرات سيقرب حياتهن وسيرملهن، والقصر الذي طالما قيل إنه قصر من ألف ليلة وليلة كان قصرا عاديا ولا يوجد به أثاث ملوكي، لقد سبق وزرت ذاك القصر.. فزوجي لم يكن في وقت الحادث يتوفر سوى على 360 درهما، وأنا كنت أتوفر على

تتذكر نجبية السدراتي، التي فقدت زوجها الشاب، وهي تغالب الدموع: «في ذلك اليوم كنت أنتظر عودة زوجي إلى المنزل، كان ميتا ساعتها، لكني لم أكن قد علمت بأنني لن أتمكن من رؤيته مرة أخرى. كان الأمر غريبا يومها، عشية ذلك اليوم قدم رجال الأمن إلى منزلنا ليسألوا عن منصف، رجال من الإدارة العامة للأمن الوطني للسؤال عنه رغم أنهم يعرفون أنه ضيف الحسن الثاني. أصابني القلق لأن سؤالهم يعني أن أمرا خطيرا قد حدث أو سيحدث، بدأت دقات قلبي تتزايد بسرعة كبيرة لم أعد أشعر معها بالراحة، وفجأة دق جرس المنزل، لقد كان منير الدكالي، كاتب الدولة في الشبيبة والرياضة آنذاك، ملطخا بالدماء ولوحده. ماذا وقع؟ هل تعرضتم لحادثة سير؟ أين هو منصف؟» سألت نجبية بتوتر شديد.

وتستطرد: «ما إن بدأ في سرد تفاصيل الحادث حتى دفعته بقوة، لم أعد أنصت، وكانني علمت بالأمر قبل أن ينطق به. وبدأت أسترجع صور هذا الصباح وأراه يلعب مع الأبناء، يقبل الابن الصغير، ثم هاهو يختفي فجأة وإلى الأبد.

مجموعة من الأسئلة كانت تدور في خلدي: كيف أستطيع العيش حاليا؟ من أين سأبدأ؟ من سيساعدنا؟

ذكرى مؤلمة

فرحة عائلات ضحايا أحداث الصخيرات بالنصب التذكاري، الذي ناضلوا من أجله طلبة سنوات والذي جاء لحفظ ذاكرة أقاربهم، لم تستطع أن تنسيهم جراحهم والآلام التي تسببت فيها الفاجعة، فما إن باشر الإمام تلاوة الفاتحة ترحما على هؤلاء الشهداء، حتى انهمرت الدموع بغزارة من عيون أغلب الحاضرين، واغرورقت أعين من هم أشد صلابة ضمن الحضور.

«هذا النصب شاهد على حدث أبكى الأرامل» يقول الحاج محمد المعزوزي، الرئيس المؤسس للجمعية، قبل أن يضيف: «النصب التذكاري لن يعوضنا عن ضياع زوج أو ابن أو أخ بقدر ما يعتبر من الواجبات من أجل تدوين الأحداث، لتظل حاضرة في الأذهان ولا تطويها خيوط النسيان، فالنصب واجب لهؤلاء الذين كانوا ضيوفا عند الملك».

«حتى بوجود عائلتي وعائلة زوجي وأصدقائي وأقاربي إلى جانبي كنت أشعر بالوحدة» تقول نجبية وهي تتذكر، قبل أن تضيف وهي تنظر إلى صورة زوجها: «إلى غاية اليوم مازال زوجي حاضرا في حياتي».

لتمويل صندوق جديد يضطلع بتعويض الضحايا وذوي الحقوق، بيد أن قراراتها ظلت حبرا على ورق.

دفع رفاق الراحل بنزكري بعدم الاختصاص في ما يخص قضية أسر ضحايا أحداث الصخيرات، لكن هذا الموقف ما لبث أن تغير بعد أن انكبت لجنة جبر الضرر التابعة للهيئة على الاستماع إلى أسر الضحايا بشكل مباشر في شهري أكتوبر ونونبر 2005، مسجلة كل الحالات التي لحقت بها أضرار، سواء كانت صحية أو مادية أو معنوية أو نفسية. ولم يقف الأمر عند هذا الحد، بل عملت على تقديم توصيات بخصوصها في التقرير المرفوع إلى الملك محمد السادس، بعد أن تبين لها من خلال الوثائق والتحريات التي قامت بها أن هذه الأسر ضحايا انتهاك جسيم لحقوق الإنسان على يد عناصر تنتمي إلى جهاز الدولة، وأن المسؤولية القانونية للدولة قائمة.

وبالرغم من توصل أسر الضحايا بالتعويضات في 16 فبراير 2007، أي بعد ثلاث سنوات على تقديم الملفات إلى هيئة الإنصاف والمصالحة، فإن قيمة التعويض الإجمالي لم ترق إلى ما كانت تطمح إليه تلك الأسر، مما أثار احتجاج الجمعية التي طالبت بمراجعة ملف التعويضات، واصفة إياها بالهزيلة مقارنة ما منح من تعويضات ضخمة لـ«الانقلابيين» تقول نجبية، وبتنفيذ ما جاء في المقرر التحكيمي الصادر عن الهيئة حول مراجعة معاشات الأرامل وتوظيف العاطلين وتتممة ملف التغطية الصحية.

من جهتها، انتظرت عائلات الضحايا أن يعتذر الضباط عن الجرائم التي قاموا بها، وبالفعل اعتذر محمد الرايس لكن المرزوقي لم يعتذر. «عندما كنا نشاهد المرزوقي يتحدث في التلفاز كان يغمى على أغلب النساء» تقول نجيبة التي فقدت زوجها وعمرها 25 سنة.

أسر الضحايا عانت من تبعات الانقلاب التي تجلت في يتم مجموعة من الأطفال وحرمانهم من نطق كلمة «أبي». تقول نجيبة: «ابنتي قالت، عندما استمعت إليها هيئة الإنصاف والمصالحة، إنها كبرت مع عقدة عدم النطق بكلمة «بابا»، قبل أن تبدأ في البكاء»، تصمت هذه السيدة هنيهة ثم تواصل: «أثر فينا كثيرا حرمان أبنائي من والدهم، رغم أنني حاولت أن ألبس جلباب الرجل. في أحد الأيام، عاد

بعد وفاة زوجي لم أعد أعرف طعم الأكل، فقدت شهية الطعام، بدأت أضيع وأذوب في مشاهد الحزن، هيئتي وشخصيتي تغيرتا، وصحتي هي التي دفعت الثمن، بدأت أتقيا الدم، فاضطرت إلى إجراء عملية في المعدة لأن الأمر كان ضروريا، ومنذ ذلك الحين وطاولت السرير مغطاة بالادوية الموضوعة فوقها».

نصب تذكاري ضي تازمامارت

أحمد المرزوقي، أحد المشاركين في محاولة انقلاب 1971، ثمن مبادرة تخليد نصب تذكاري للضحايا، واعتبر أن هؤلاء الضحايا يستحقون هذا الاحتفاء، مطالبا بوضع نصب تذكاري لرفاقه من معتقلي تازمامارت لكي تتمكن أسر المعتقلين من الترحم على ذويها، «فنحن أيضا ضحايا» يقول المرزوقي.

لكن جمعية أسر ضحايا لا تعتبر الرايس والمرزوقي ضحايا بل «قتلة»، حيث إن محمد المعزوزي، العامل السابق بوزارة الداخلية الذي كان ابنه يعد دكتوراه الدولة في جامعة السوربون الفرنسية قبل أن يقتل في الانقلاب، لجأ إلى دار الإفتاء التابعة لجامع الأزهر بالقاهرة لاستصدار فتوى حول النازلة، بعدما امتنع المجلس العلمي الأعلى بالمغرب عن البت في الموضوع.

وجاءت الفتوى لتعتبر سجناء تازمامارت السابقين قتلًا، وتؤكد أن هؤلاء يجب أن يقضوا عقوبة السجن مدى الحياة. وتقول نجيبة السدراتي إن «المرزوقي كان أكثر من جرحنا منذ سنة 2000 إلى اليوم». «عائلات الضحايا عوض أن تنظر إلينا كقتلة يجب أن ينظروا إلينا كضحايا» يقول المرزوقي لـ«أخبار اليوم». واستطرد قائلاً: «نحن لا نريد شيئاً، لم نطلب تعويضاً مالياً من هيئة الإنصاف والمصالحة، فلا نريد سوى عيش ونصب تذكاري من أجل الترحم على الأموات».

إصدار العفو الملكي على معتقلي تازمامارت وقلعة مكونة

في أوائل شتنبر 2000، تم الإعلان الرسمي عن تأسيس جمعية أسرى ضحايا الصخيرات بعد صدور مقالات الرايس في جريدتي «الأحداث المغربية» و«الاتحاد الاشتراكي»، رغبة من أسرى الضحايا في نفض الغبار عن تاريخ أحداث الصخيرات، وإطلاع الجيل الجديد على حقيقة هذه القضية.

«يجب علينا أن نحتج، أن نسمع أصواتنا كما تفعل «الأقواه الكبيرة» المتمثلة في الرايس والمرزوقي ورفاقهم من أجل الحصول على ما يريدون»، تقول نجيبة التي فقدت زوجها وهو في عقده

ابني الأكبر، منير، الذي كان يدرس في معهد جسوس، إلى المنزل في حالة يرثى لها بعدما طلبت منهم المعلمة كتابة موضوع عن الدور الذي يلعبه الأب في المنزل، فقال لي: ماما كيف ساكتب عن موضوع لا أعرف خصوصياته ولا عومياته».

تأسيس الجمعية بعد خروج الضباط من السجن

عائلات الضباط والحراس والموظفين والعاملين في القصر، الذين قتلوا خلال هجوم حوالي 1400 عسكري مسلح على الحقل الملكي، ظلت تلتزم الصمت تقريبا طيلة الفترة الممتدة ما بين الانقلاب والإفراج عن معتقلي الصخيرات، لأن جميع الإدارات والمؤسسات التي كانت العائلات تتوجه إليها كانت تغلق أبوابها فور سماعها باسم انقلاب الصخيرات، إلا أن شهادات كل من أحمد المرزوقي وصالح حشاد، المعتقلين السابقين في سجن تازمامارت ضمن أحداث الصخيرات لعام 1971 على قناة «الجزيرة» القطرية، أعادت إحياء جراح قديمة لعائلات وذوي الضحايا الذين قتلوا في ذلك الصيف الدموي بقصر الصخيرات، خلال الاحتفال بذكرى ميلاد الملك الراحل الحسن الثاني.

في كل مرة تثار فيها قضية الانقلاب كانت هذه العائلات، التي التامت في «جمعية ضحايا أحداث الصخيرات»، تنكأ الجراح من جديد وتعيد التذكير بماسيها، معتبرة نفسها الحلقة الأضعف في المعادلة والوجه الآخر للأحداث الذي لا يتحدث عنه أحد.

ف«خلال السنوات الماضية، كان الموضوع طابو»، تقول نجيبة السدراتي التي كان زوجها يشغل منصب رئيس نيابة مديرية الشؤون الإدارية بالإدارة العامة للأمن الوطني، لأن جميع الإدارات والمؤسسات التي كانت العائلات تتوجه إليها كانت تغلق أبوابها فور سماعها باسم انقلاب الصخيرات.

الأمير مولاي هشام يتذكر أحداث الصخيرات



الراحل الحسن الثاني وولي عهده آنذاك
الأمير مولاي محمد والأمير مولاي هشام
(خاص)

كتب الأمير مولاي هشام، ردا على رسالة جمعية ضحايا الصخيرات بخصوص المبادلة الخطبة بينه وبين المرزوقي بعد أن أهدى هذا الأخير كتابه إلى الأمير: «إنني كفرد من الأسرة التي كانت الهدف الأول والأخير لأصحاب مؤامرة الصخيرات، يمكنني التأكيد بانني لست ناسيا لأفعال المتآمرين المنكرة والعنيفة». وأضاف: «لقد غيرتني أحداث الصخيرات بصورة جذرية وإلى الأبد. وأذكر أنني شاهدت ضابطا من المتآمرين يأمر جنديا بإعدام والدتي وكانت حاملا، فلم ينج والدتي من الموت المحقق سوى خشية الشخص لخالقه من قتلها وقتل شقيقتي في رحمها وهو جنين. كذلك بعد مرور ساعات قليلة، كنت شاهدا على عاهلنا، رحمه الله، وعلى زمرة من الضباط الأوفياء وهم يتداولون وجوب بتر ذراع والدي، رحمه الله أنيا وعلى الساحة، حيث كان قد أصيب بثلاث رصاصات في ذراعه وأخرى في ركبته.»

الكائوني «مدير الأبحاث النقطية»، «كانوا يطلقون النار عشوائيا علينا فتصيب الرصاصات من تصيب وتخطئ من تخطئ. ولاخظت وجود عبد الطيف الخناسي بجاني، فرأى نملة وهي تسير وقال: يا لحظها السعيد إنها حرة عكسا».

«طلب الجنود من الضيوف الانطباع أرضا» تقول نجيب، وتضيف أن زوجها «أصيب في بطنه ورغم ذلك أجبره الضباط على رفع يديه والانطباع على الأرض وإعادة العملية عدة مرات، فزف كثيرا وبعد وصوله إلى المستشفى كانت الروح قد غادرت الجسد».

«طلب منا الجنود أن نتنح على الأرض رافعين أذرعا إلى السماء، ولم تكن الأرض تسعنا للانطباع فوقها، فتكدس بعضنا فوق ظهر بعض، كانت أنفاسنا مخنوقة ولا نستطيع أن نتنفس خشية أن نستفز بهمساتنا الجنود. فقد كانت هناك طلقات طائشة، وكان يمكن أن تتحول في لحظة إلى طلقات هادفة. وما هي إلا لحظات حتى بدأ الضباط بالانداء على بعض الشخصيات عبر مكبر الصوت ونحن في وضعا الخريب، وكان أول النداء عليهم هو الجنرال بولحمص، عامل الدار البيضاء، فارود في الحين قتيلا، ونداءوا على أسماء أخرى فاطلقوا عليها النار، وكان النداء بالاسم والجيب يرد «حاضر» ويقف ليطلق عليه النار ويسقط قتيلا، ولاخظت أن الضباط لم ينادوا على الجنرال أوفقير، يقول الراحل عبد الهادي بوطالب في مذكراته. وأضاف بوطالب في شهادته: «بقينا على هذا الوضع وبعد مرور ما يقرب من ساعة، فإذا بمجموعة من الناس يقرؤون سورة «ال فاتحة» وآخرين يهتفون: «عاش الملك». فسالت جاري محمد الفاسي: «ترى من بايعوا؟»، فما جاء في بالي أن يحيوا الملك الحسن الثاني وهم الذين عملوا للانقلاب عليه، فقال الفاسي: «لا شك أنهم بايعوا أحدا ما»، كانت أصوات الضباط والجنود ترتفع مرعدة: «يحيا الملك، عاش الملك»، وبعد ذلك عرفنا أن الملك كانت لديه الجراحة ليخرج إلى ساحة القصر وبرفقته الجنرال أوفقير، لأنه كان بجانبه على مائدة الغداء وبقي إلى جانبه حينما بدأ إطلاق النار، ويبدو أن الضباط والجنود الذين كانوا يطلقون النار بدوا عندما شاهدوا الملك الحسن الثاني وكانهم استيقظوا من كابوس مخيف، فقال لهم الملك كلمة مهدئة وطلب منهم أن يقرؤوا الفاتحة معه، ولما انتهوا من قراءتها بدؤوا يصيحون: «يحيا الملك».

كبار الشخصيات الوطنية والدولية.

سيتمكن بعد ذلك، في كتاب صدر له بعنوان «Deux Étés Africains»، من رصد كافة لحظات المذبحة الفظيعة التي حدثت هناك: «كانت الموائد قد سُدت وعليها ما طاب من مختلف صنوف الأكل، قبل ذلك استغلت بعض الشخصيات الفرصة لممارسة السباحة أو رياضة الكولف.

والفرق الموسيقية تشف الأسماع، علما بأن عددا هاما من نجوم الطرب العربي كانوا قد أحيوا الحفل الموسيقي الساهر ليلة قبل ذلك.

ولدى سماع أولى العيارات النارية، يقول الصحفي الفرنسي، تهامس البعض ضاحكين: إنه «مقالب» واحد من «مقالب» الأمير مولاي عبد الله. لكن بعد إطلاق النار العشوائي الذي لعل في المكان، كما قال علال

ممتدة على حوالي كيلومتر تتحرك بسرعة (في حدود 50 كلم/ الساعة).

ورغم أنه استطاع الوصول إلى القصر لم يتمكن من الوصول إلى الملك، الذي كان يتناول غداءه حوالي سلطان بن عبد العزيز وابن الحبيب بورقيبة والأمير مولاي عبد الله وغيرهم من

لائحة الضحايا التي يحملها النصب التذكاري

أحمد باحنيني، العربي الدكالي، عبد الرحمان بنعبد النبي، محمد الأزرق، أحمد الكلاي الكردودي الحسني، أحمد بقيق المعزوي، فاضل بناني، منصف السدراتي، أحمد بنسودة المري، عمر غنام، عبد الرحمان عرفة، فاضل بنعيش، عبد الملك فرج، فاتحي التجاري، أبو بكر الصبيحي، محمد تائب السعيد، عمر الشبوكي، مصطفى العلوي المصطفى محمد أمين الدمناطي، مولاي علي أزروال، محمد بنعدي الدمناطي، محمد برشيد، البشير البوهالي العياطي، محمد الغرابوي، إدريس التمشي، عبد الحي بصير، المكي اغرابي، بوعدة بو الحمر، أحمد الخياري، أحمد السندباد، عبد القادر الجندي، محمد الطاييف، بوجمعة عسلي، عبد الله الصبح، أحمد مدركة، ليوتان الطاييري، أحمد بعيو، المختار يزوج، سلام الكايس، قسو لآمان، بوشتة عياد، مصطفى السويدي، محمد اللوزي، المعطي الهندوي حسن العسري، مولاي عبد السلام بن أحمد، عبد القادر الأطلسي، أحمد لمعطي، محمد لقضيل، الطيب مارك، الحاج النضالي، أحمد بن مبارك عفان، مسعود السائح، محمد التراج، محمد لخليفي، محمد حمداري، عبد الرحيم بزوق تهامة، محمد السكوي، حسني احمد بن صالح، البصري بن المعطي الجمالي، الطاهر الزاوية، عبد الكبير الشارف، علي-سائق- أحمد بخاري، القبطان عبد القادر، محمد الشراي، حسن أكشيشي، حسين عبد السلام، لحسن حسين، السرجان الريالي.

Dr Henri Dubois-Roquet, Pr Jean Humbert, Pr Raynaud, Marcel dupret, Alain Capus, Jaques voitu, Max Mangnan, Charles Guetta, Vicente Marmaneu

أحداث الصخيرات كما نقلها الضحايا

بينما كان الكاتب والصحفي المعروف بونوا ميشان، الذي اعتادت مصالح التشريفات دعوته سنويا إلى حضور هذه المناسبة، متجها إلى قصر الصخيرات عبر الطريق النشطة، لاحظ عددا كبيرا من الشاحنات العسكرية المليئة بالجنود يسير في نفس الاتجاه، ولعل أكثر ما استرعى انتباهه أن أغطية الشاحنات كانت مرفوعة وقد بدا كل جندي على متنها ممسكا بسلاحه وهو في وضعية تائب.

بدأ له أن الأضواء في الرباط خلال ذلك اليوم غير عادية، وفي طريقة استطاع أن يحد 63 شاحنة تحمل مختلف أنواع الاسلحة الثقيلة والخفيفة

الثالث، حيث عانت نفسيا وجسديا.

شهادة المرزوقي على العصر

المرزوقي في حديثه إلى برنامج «شاهد على العصر» صرح بأن أغلب محاولات دون علم الضباط المشاركين فيها، إذ كانت تعتبر مناورات عسكرية تقوم بها كتبيات خاصة من المدرسة العسكرية وبقيادة من الكولونيل، مدير المدرسة، بنفسه، في حين كانت تتم تغطية الجهات الأخرى باستعراضات عسكرية بفرق من الضباط من المدرسة نفسها. ولأن الفرق الوحيد الذي كان بين الفريقين هو أن الفريق الأول كان يستخدم اسلحة حية والفريق الثاني يحمل اسلحة استعراض، كان يتوجب على الفريق الأول أن يقوم بالمهمة دون إدراك نوع الهدف، هكذا أوضح المرزوقي أنه لا علاقة للضباط المشاركين في الانقلاب بالانقلاب نفسه. رواية المرزوقي لا تجد لها صدق عند أهالي الضحايا، على اعتبار أن المرزوقي والرايس كانا من بين الضباط الذين ظلوا في القصر ترقبا لنجاح الانقلاب.



(خاص)

En quête de réconciliation

● Le Forum de la dignité pour les droits de l'homme lance une initiative de réconciliation entre l'État et les détenus salafistes ● Le Forum avait joué, en 2008, le rôle de médiateur à l'initiative du CCDH



Une première tentative de réconciliation en 2008 est restée sans réponse.

(PHOTO: DR)

PAR **MOHAMED EL HAMRAOUI**

Le Forum de la dignité pour les droits de l'homme (FDDH), proche du PJD, a annoncé mardi à Rabat le lancement d'une initiative de réconciliation dans le dossier des détenus de la Salafia jihadia. Par la même occasion, le Forum a envoyé au Premier ministre Abbas El Fassi un mémorandum sur «l'approche de réconciliation pour clore le dossier de la Salafia jihadia». Lors d'un point de presse, Mustapha Ramid, président du FDDH et membre du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), a présenté à la presse un document sur «les révi-

sions» rédigées par Mohamed Abdelwahab Rafiki, alias Abou Hafs. «Nous pensons que l'approche sécuritaire, adoptée par l'État jusqu'à présent,

Le Forum a envoyé au Premier ministre un mémorandum sur «l'approche de réconciliation».

a démontré son échec dans la résolution de ce dossier», étaye Mustapha Ramid. Dans son mémorandum adressé au Premier ministre, le

Forum de la dignité appelle les pouvoirs public à s'ouvrir sur l'initiative de révision formulée par plusieurs détenus salafistes dont Rafiki, Hassan Kettani, Mohamed Fizazi et Omar Haddouchi qui adhèrent aussi à l'initiative d'Abou Hafs. «Les conditions d'isolement et d'internement dans des lieux de détention éloignés n'ont pas favorisé l'élaboration d'un document signé conjointement par les quatre cheikhs. Mais, je peux vous assurer que les trois noms cités approuvent les révisions», explique une source proche du courant salafiste.

Vers une IER des salafistes ?

L'initiative du Forum de la dignité intervient au moment où plusieurs pays arabes ont entamé un programme de dialogue avec les courants radicaux et jihadistes, notamment en Arabie Saoudite, en Mauritanie et en Libye, où les membres du Groupe combattant libyen ont bénéficié d'une mesure de grâce après avoir rejeté l'option jihadiste. En 2008, le Forum de la dignité avait joué le rôle de médiateur à l'initiative du CCDH : plus de 160 salafistes dans les prisons avaient formulé à l'époque des demandes de grâce parafées par des révisions de leur doctrine salafiste. Les documents avaient été transmis à l'époque au CCDH, mais cette initiative n'avait pas abouti à un résultat positif : «Le CCDH avait transmis le dossier aux autorités compétentes, mais n'a reçu aucune réponse en retour», affirme un des médiateurs. C'est pour cette raison que le Forum a choisi d'envoyer un mémorandum au Premier ministre, incitant l'État à opter pour une approche de réconciliation dans ce dossier, comme il l'avait fait avec le dossier des années de plomb.